

Bois d'oeuvre—Droit à l'exportation

preuves à l'appui, trois raisons principales. Elles étaient légales et indubitables. La situation n'a pas changé, comme l'a reconnu le gouvernement maintes et maintes fois. Après avoir énuméré toutes ces raisons, il avait conclu qu'aucun critère ne permettait de conclure à une subvention du gouvernement. La situation est restée la même. Il n'y avait pas de subventions. Nous avons gagné notre cause. Nous avons un précédent. Il n'y avait aucun problème.

La ministre avait le ballon, mais qu'en a-t-elle fait? Le 30 septembre 1986, elle offrait de négocier. Elle disait nous ne sommes pas coupables, il n'y a pas de subvention, mais nous allons négocier. Les communiqués de l'époque montrent que l'on proposait quelque chose comme 10 p. 100. Pourquoi avoir fait cela? Comment quelqu'un peut-il faire une chose pareille? Pourquoi faire fi du précédent de 1983 et des arguments confirmés par le document dont je viens de parler? Bien entendu, après cette offre l'industrie américaine a vu qu'elle allait gagner. Par pure générosité, la ministre a déclaré à nos concurrents aux États-Unis et dans le reste du monde que le Canada subventionnait son industrie du bois. Ce n'était pas le cas, mais c'est ce qu'elle a dit. Puisqu'elle offrait 10 p. 100, comment le secteur des bois américain ou un observateur impartial regardant les relations entre l'industrie américaine et la nôtre pouvait-il conclure autre chose, je vous le demande? Par conséquent, elle a laissé échapper le ballon qui est tombé entre les mains de nos concurrents.

Il me semble, monsieur le Président, que vous jouiez dans ce fameux match de la coupe Grey, en 1954, où Chuck Hunsinger contournait l'aile gauche. Il avait reçu une passe latérale arrière de Sam Etcheverry, mais le ballon lui a échappé sans raison apparente. C'est encore un mystère aujourd'hui. Le ballon a été ramassé par Jackie Parker qui a marqué un touché. C'est exactement ce qui est arrivé avec nos concurrents américains. La ministre est notre Chuck Hunsinger, sauf que les conséquences sont beaucoup plus grave que la perte de la coupe Grey, même si vous avez chéri cette victoire pendant longtemps, monsieur le Président.

S'il y en a aux États-Unis qui ont sourcillé, comme le prétend la ministre, c'est d'incrédulité. Ils ont sourcillé comme on le ferait en gagnant le gros lot aux machines à sous. Il est certain qu'on réagit. Lorsqu'on gagne à la loterie, on réagit. Les Américains ont réagi; comme tout le monde.

Que s'est-il passé ensuite? Essaie-t-on de limiter les dégâts? Cela finira-t-il? En invitant le vice-président des États-Unis à Ottawa hier, le gouvernement essaie manifestement de limiter les dégâts. Cette tentative a lamentablement échoué. Je songe au discours de mon chef où il a fait une analogie avec Waterloo; il me semble qu'en venant à Ottawa hier, le vice-président Bush ressemblait très fort à un Wellington faisant une visite de courtoisie à Napoléon après la bataille de Waterloo. Certes, Napoléon lui aurait probablement fait des réprimandes également.

● (1330)

Voulez-vous dire que mon temps de parole est écoulé, monsieur le Président? Je n'ai pas encore abordé l'essentiel.

Le président suppléant (M. Paproski): Oui. En fait, j'ai tellement apprécié le discours du député que je lui ai accordé 30 secondes de plus.

[Français]

M. Michel Champagne (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je voulais vous remercier de l'occasion que vous m'offrez de pouvoir m'exprimer sur le projet de loi en cause, soit le projet de loi sur le bois d'oeuvre.

Monsieur le Président, au départ, je n'avais pas prévu prendre la parole parce que je croyais sincèrement qu'avec l'appui donné par le plus grand syndicat canadien, qu'avec l'appui de l'ensemble des gouvernements provinciaux du Canada à l'exception de l'Ontario, qu'avec l'appui, et surtout, avec les excellentes explications de notre ministre du Commerce extérieur (M^{me} Carney), c'était suffisant pour expliquer aux Canadiens ce que contenait exactement l'entente sur le bois d'oeuvre.

Mais je me rends compte, monsieur le Président, en écoutant l'ensemble des débats, principalement les discours de l'opposition, qu'il y a encore une catégorie d'individus qui n'ont pas compris, une catégorie d'individus qui s'amuse à faire de la petite politique, une catégorie d'individus qui s'amuse à vouloir discréditer un gouvernement fédéral, le gouvernement progressiste conservateur, neuf gouvernements provinciaux, à vouloir les discréditer parce que dans leur tête, parce que lorsqu'on écoute un député comme le député de Saint-Henri—Westmount (M. Johnston), monsieur le Président, c'est là qu'on se rend compte jusqu'à quel point les libéraux, au cours du dernier mandat et au cours des vingt dernières années, ont été arrogants, n'ont jamais écouté, ne se sont jamais assis et n'ont jamais défendu les provinces, si ce n'est que leurs intérêts personnels.

Monsieur le Président, hier j'étais à la Chambre travaillant tranquillement à mes dossiers, et à un certain moment, j'écoutais le député de Richmond—Wolfe (M. Tardif) qui se levait, je me suis dit qu'il allait faire un discours intéressant, sauf que, en cours de route, je me suis rendu compte qu'il commettait certaines erreurs.

La plus grave des erreurs qu'il a commises, évidemment, ce fut d'affirmer que toute la question de la forêt était strictement de juridiction provinciale.

Or, monsieur le Président, je me suis dit, ou bien le député veut induire la Chambre en erreur, ce que je doute, car il nous a toujours dit qu'il était sincère, ou bien il ne connaît pas son dossier. Après vérification, je me suis rendu compte qu'il ne connaissait pas son dossier et qu'il avait la mémoire très courte, même excessivement courte, parce qu'en 1980, lorsque la campagne électorale a débuté, les libéraux, pour ne pas les nommer, avaient promis qu'ils dépenseraient 130 millions de dollars par année pour le reboisement et la recherche, pour permettre à l'industrie de la forêt de prendre un nouvel essor au Canada. Monsieur le Président, cela représente 300 000 travailleurs, et ce n'est pas moi qui le dis, c'est eux autres. Et c'est écrit dans leurs promesses électorales.